

# débatmilitant

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 97 17 mars 2006

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@lcr-debatmilitant.org](mailto:debatmilitant@lcr-debatmilitant.org) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

## Sommaire

- **La jeunesse défie Villepin et le Parlement, Vers la grève tous ensemble contre la précarité et le chômage !**
- **48ème congrès de la CGT : un syndicat pour le renouveau de la lutte des classes ou pour l'accompagnement des reculs ?**

## La jeunesse défie Villepin et le Parlement, Vers la grève tous ensemble contre la précarité et le chômage !

**A**u cri de “*CPE au Karcher*”, “*Si la rue ne gouverne pas, le Medef s'en chargera*”, les manifestations de jeudi ont rassemblé 500 000 personnes, essentiellement des jeunes dont de très nombreux lycéens. Le mouvement s'élargit, s'approfondit et prend confiance en lui : 66 universités sur 84 sont en grève ou bloquées, rejoints par des lycées, et 68 % de l'opinion soutient les manifestants et demande le retrait du CPE.

“*Cela nous concerne tous. Le CPE, c'est une entreprise de précarisation de l'ensemble de la société*” expliquait un jeune alors que dans les cortèges compacts et bruyants, les lycéens aux avant-postes, venus souvent des banlieues et des quartiers populaires dire leur révolte, étaient au coude à coude avec des élèves des grandes écoles.

Villepin, en refusant de reculer, en faisant coûte que coûte passer la loi, a mis la barre extrêmement haut et donne de fait une dimension politique aux manifestations : il oblige tout le monde à contester une loi votée au Parlement, même ceux qui de toute évidence ne le souhaitaient pas...

### Une longue maturation

Bien des jeunes engagés dans le mouvement contre le CPE ont participé à la lutte l'an dernier contre Fillon, marquée par des occupations massives de lycées. Déjà l'an dernier, les jeunes contestaient le Parlement, exigeant le retrait de la loi Fillon, bravant à la fois les députés et la répression policière, alors qu'en 2003 le mouvement pour les retraites avait lui calé face au Parlement. L'an dernier, les syndicats, y compris ceux de l'éducation, avaient laissé les jeunes se battre seuls malgré la solidarité exprimée par des enseignants et les parents, alors que les manifestations avaient rassemblé un million de personnes quelques semaines plus tôt, le 10 février.

De la même manière en fin d'année, les directions syndicales ont laissé à elle-même la révolte des banlieues, restant sans quasiment de réaction face à la promulgation de l'Etat d'urgence, après avoir laissé isolés les marins de la SNCM et avoir enterré le 4 octobre, refusant de lui donner une suite.

Aujourd'hui, la pression de la jeunesse a amené l'ensemble des organisations syndicales et de la gauche

à s'associer à la lutte et à contester la loi, même si le 16 mars, elles ont refusé d'appeler nationalement à la grève. Le succès des manifestations essentiellement composées de jeunes jeudi, comme l'ampleur annoncée de la mobilisation de samedi, mettent les directions syndicales devant des responsabilités auxquelles elles peuvent difficilement se dérober.

Pour la première fois depuis longtemps, le sentiment grandit qu'on peut renverser le rapport de forces et “*gagner*”. Une même révolte unit l'ensemble du monde du travail et la jeunesse. Les profits records annoncés par les entreprises du Cac40 (+ 50 % en moyenne en 2005 alors que la croissance du PIB a été de... 1,4 %) éclairent sur la raison d'être du CPE, alors même qu'un rapport du Ministère du travail souligne qu’“*en 2003, les établissements du privé d'au moins dix salariés ont licencié trois fois plus souvent pour motif personnel que pour motif économique. Les licenciements pour motif personnel ont augmenté de 40 % entre début 2001 et fin 2003*”.

Face à la régression sociale imposée par la marche du capitalisme, la concurrence “*libre et non faussée*”, le mûrissement des consciences se poursuit depuis la campagne du 29 mai. Cette nouvelle volonté militante prend confiance en elle sur le terrain de la lutte, loin du terrain institutionnel sur lequel certains auraient voulu la cantonner. Et chaque pas en avant en appelle un nouveau.

## La crise politique s'approfondit

Plus Villepin affirme qu'il tient bon, plus l'opinion se radicalise.

Son discrédit a provoqué des turbulences à droite... Chirac a attendu mardi pour “*totalemen*t” le soutenir... Sarkozy, le regard rivé sur 2007, s'est fixé une ligne de conduite à son image, toute en subtilité : “*Solidarité avec le gouvernement et lucidité sur la situation politique. Unité sans crispation. Ordre sans violence. Fermeté sans rigidité*”... tandis que Fillon, après De Charrette, faisait entendre sa différence : “*c'est toujours une erreur de ne pas prendre le temps de la concertation*”. Mais tout ce petit monde n'a guère le choix car, comme s'en est brutalement ému un député de la “*majorité*”, “*si le gouvernement bouge sur le CPE, c'est toute l'UMP qui est morte*”...

Villepin, Sarkozy, De Robien ont néanmoins mis un bémol par rapport aux jeunes, le ton a changé : après les stigmatisations et les mensonges grossiers, ils essayent désormais d'être polis...

## Parisot pousse Villepin à aller plus loin

Quant à Parisot qui jusqu'alors était restée en dedans, elle aussi vient de se porter au secours de Villepin, “*le premier de nos Premiers ministres à avoir fait le choix clair, courageux et nécessaire de combattre le chômage*”. Une aide intéressée qui oblige du coup Villepin à assumer le contenu de sa politique au moment où il serait tenté de faire comme si...

Et le Medef de demander une “*réforme*” englobant “*les contrats de travail, l'assurance-chômage et le service public de l'emploi*”, espérant que “*tout le monde accepte ces discussions et se mette autour de la table le plus vite possible*”. Si Parisot émet des “*réserves*” sur le CPE, c'est pour mieux aborder la question essentielle, celle de la fin du CDI.

## Le PS tente de canaliser le mouvement... et offre une porte de sortie à Villepin

La réaction de la jeunesse a mis tout le monde au pied du mur, y compris le PS contraint par la mobilisation de “*contester*” bien malgré lui le Parlement. D'où son empressement, tandis que les jeunes défient l'Assemblée, à se replacer sur le terrain institutionnel en faisant un recours “*solennel*” devant le conseil constitutionnel.

Le PS en appelle à la Constitution pour obtenir le retrait du CPE. Il craint la rue et la généralisation du mouvement, et offre une porte de sortie à Villepin : si le conseil constitutionnel refuse le CPE, Villepin s'inclinera devant les “*sages*”... et pourra entamer l'offensive en invitant tout le monde autour de la table discuter ses “*propositions*”. Le PS a d'ores et déjà fait connaître les siennes, qui parlent d'elles-mêmes : *Contrat de sécurité formation* pour Hollande, *Emplois-sécurité-formation* pour Fabius, “*Véritable flexi-sécurité à la française*” pour Lang... tous prévoient “*des subventions directes aux employeurs*” ou “*des allégements de charges*”... Quant à Royal, si sous la pression elle a annoncé la suspension des subventions

régionales aux entreprises qui signent des CNE et CPE, elle chante les louanges de Blair, champion de la précarité, qui vient de lancer la privatisation de l'éducation.

Il est clair que le PS n'accompagne le mouvement que pour mieux le canaliser. Et ce que Hollande reproche surtout à Villepin, c'est de ne pas faire son boulot, ramener l'ordre : “*Votre intervention télévisée devait calmer les esprits, elle a déclenché la colère... Vous prenez le risque d'ouvrir un conflit long et lourd*”.

## **L'organisation démocratique de la lutte... pour la lutte et sa généralisation**

Le mouvement, lui, affirme clairement son indépendance, son droit à la contestation, à l'exigence d'un autre avenir, à faire de la politique. Les AG étudiantes sont l'occasion d'une importante politisation, un lieu de débat, de confrontation, de démocratie vivante.

Une nouvelle génération militante fait l'expérience de l'organisation démocratique, nécessité de la lutte et outil de sa généralisation. Des comités de mobilisation composés de centaines de jeunes militants du mouvement se constituent dans les facs mais aussi dans les lycées, permettant à la jeunesse de contrôler son mouvement, faisant sa force. La “ coordination nationale ” composée de représentants élus des facs en grève a prévu d'associer les lycées en lutte lors de sa prochaine réunion à Dijon et cherche le contact avec les collectifs de précaires.

“*Nous n'aurons que ce que nous saurons prendre*” dit un slogan bombé sur les murs de la Sorbonne...

La jeunesse est la force motrice du mouvement, elle exerce sa pression par sa propre action. Il lui faut interpeller les organisations syndicales et politiques, s'adresser directement aux salariés, œuvrer à l'extension du mouvement au sein de la jeunesse mais aussi dans le monde du travail. La démocratie du mouvement sera d'autant plus large et vivante qu'elle s'ouvrira sur l'extérieur.

## **Salariés, étudiants, lycéens, même combat !**

Unifier le mouvement de la jeunesse, des salariés, des chômeurs, contre la précarité et le chômage, pour un emploi pour tous, la garantie du salaire, est ressenti par beaucoup comme la tâche de l'heure.

Des jeunes, des militants syndicaux tentent de prendre des initiatives, tissent des liens à la base, inter générations, qui font tomber les appréhensions réciproques et encouragent.

Les étudiants donnent volontiers la parole dans les AG aux militants d'entreprises venus leur rendre visite. Tandis que des personnels Atos et des enseignants rejoignent la grève. Dans les entreprises, le sentiment gagne qu'il faut mener ensemble cette lutte commune.

La pression du mouvement a contraint les centrales syndicales à tenir bon face à l'invitation grossière de Villepin, reprise par Chirac, de venir “ améliorer ” le CPE. Même Chérèque, qui a approuvé la réforme des retraites en 2003, de la sécu en 2004, de l'Unedic en 2005, a refusé. Tout en freinant en choisissant de ne pas appeler à la grève les 16 et 18 mars, les centrales syndicales n'ont d'autre choix que de suivre la jeunesse, et elles ont d'ores et déjà annoncé une rencontre pour la suite le 18 au soir...

Mais la suite s'écrit dès maintenant, dans la préparation des manifestations de samedi, dans les syndicats, les AG, pour que la journée du 23 mars à laquelle ont d'ores et déjà appelé les étudiants, soit une journée de grève interprofessionnelle. Car comme l'écrit la coordination nationale “*c'est un mouvement d'ensemble, une grève générale des jeunes et des travailleurs qui est nécessaire pour gagner*”.

Personne ne sait jusqu'où ira le mouvement, si Villepin reculera ni comment, mais déjà est posée la question des perspectives, des débouchés social et politique autour desquels peut s'organiser une réelle contre-offensive.

*Carole Lucas*



# 48ème congrès de la CGT : un syndicat pour le renouveau de la lutte des classes ou pour l'accompagnement des reculs ?

**L**a direction de la CGT espérait pouvoir préparer le prochain congrès par quelques débats bien encadrés, à l'abri du tumulte des luttes sociales, mais l'actualité et la jeunesse viennent, avec beaucoup d'impertinence, balayer ces espérances.

Face à la contestation qui monte dans les rangs ouvriers et dans la jeunesse, à l'exigence partagée largement d'un mouvement d'ensemble vers une grève générale, les directions syndicales se voient contraintes à un périlleux exercice : comment surfer sur le mouvement, et, pourquoi pas, s'en servir pour tenter de regagner un crédit largement perdu par des années de capitulations, tout en contrôlant le mouvement, le canalisant, pour empêcher qu'il ne déborde le cadre institutionnel.

D'autant que la politique de négociation à tout prix des directions avec le gouvernement et les patrons apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est : un leurre dont elles sont les seules dupes.

Comme on vient de le voir avec la privatisation de Gaz de France que représente, de fait, la fusion de Suez et de GDF, qui a fait dire à la direction CGT qu'elle a été trahie puisque Sarkozy avait "promis" que l'Etat resterait majoritaire à 70 %.

Ou encore avec la participation de la CGT - que l'on apprend à cette occasion - aux côtés de toutes les confédérations syndicales, du patronat et du gouvernement, depuis un an, à la "*Commission de concertation sur la recodification du Code du travail*". Alain Guinot, un des négociateurs de la CGT, se plaint amèrement dans un courrier adressé à Gérard Larcher, ministre délégué à l'Emploi, du manque de loyauté de la délégation patronale et gouvernementale qui amuse la galerie, pendant des mois, avec cette soi-disant concertation cependant que pluvent les ordonnances et les mesures passées à coup de 49/3 contre le Code du travail et les conditions de travail des salariés.

Si les patrons et le gouvernement ne respectent plus les lois de la chevalerie, où va-t-on ?

Comme en 2003 pour les retraites, ou contre la privatisation d'EDF, comme à Marseille, c'est encore une fois la base, aussi bien dans la jeunesse que dans les rangs ouvriers, qui impose aux directions d'aller toujours plus loin qu'elles ne le voudraient.

De la même façon qu'en 2003, mais cette fois dès le début de la lutte, se mettent en place, à la base, des collectifs interprofessionnels regroupant des militants de tous syndicats, partis ou associations, qui veulent faire sauter le verrou des directions et cherchent le lien avec la jeunesse en lutte.

En 2003, notre mouvement avait reflué après le vote par le Parlement de la loi sur les retraites. Aujourd'hui, le mot d'ordre de tous devient : « *Ce que le Parlement a fait, la rue peut le défaire* ». La lutte a gagné en confiance et en maturité.

Voilà un contexte qui secoue sérieusement l'arbre de la paisible préparation d'un congrès de recentrage bien encadré.

Dans un premier chapitre consacré à ce congrès, nous avons abordé la situation des salariés et de notre syndicat dans le contexte de recul imposé par la mondialisation. Dans le deuxième, nous avons analysé la riposte ouvrière face à ces reculs et les raisons de l'échec des luttes.

Dans ce troisième chapitre, nous posons la question du programme qui nous est nécessaire pour changer le rapport des forces face à l'urgence sociale et aller vers un mouvement d'ensemble.

Nous analysons aussi les réponses qu'y apporte la direction de la CGT, et notamment la Sécurité Sociale Professionnelle.

## Quel programme pour les luttes ?

On peut, bien sûr, discuter des raisons qui ne nous ont pas permis de vaincre, mais il nous faut répondre, en positif, à la question qui est dans toutes les têtes : que faire face aux méfaits de la mondialisation

capitaliste, aux reculs, au chômage de masse et aux délocalisations, aux bas salaires, à la précarité ?

Assez de dérobades ! Notre syndicat doit prendre toutes ses responsabilités pour populariser, par une campagne de masse, l'idée de la construction d'un mouvement d'ensemble pour changer le rapport des forces et imposer une redistribution des richesses.

C'est là que serait le rôle de la direction, plutôt que tirer en touche en ironisant sur un "bouton" sur lequel il suffirait d'appuyer pour tout déclencher !

Face à la catastrophe sociale, pour construire ce mouvement d'ensemble, il nous faut un programme unificateur de revendications d'urgence. Ce programme ne pourra être élaboré, dans le cours de la lutte, que par les travailleurs eux-mêmes, mais on peut d'ores et déjà en tracer les grandes lignes :

- **Arrêt des licenciements et des délocalisations.**

Le mot d'ordre d'interdiction des licenciements est-il pertinent ? Certains dans la CGT répondent non.

Dans sa brochure *Le Nouveau Statut du Travail Salarié, une utopie réaliste*, J-C Le Duigou argumente ainsi : « *Il n'est pas question d'ignorer la contrainte de compétitivité des entreprises. L'idée "d'interdiction des licenciements" est, de ce point de vue, ni réaliste, ni utopique. Sa mise en œuvre se retournerait très vite contre les salariés* ».

En effet, du point de vue de la « *contrainte de compétitivité* » le droit à un travail et à un salaire décent est irréaliste pour la grande majorité des salariés !

Mais depuis quand la loi du profit est-elle devenue le cadre indépassable du raisonnement de la CGT ?

- **Embauche massive dans tous les services publics en commençant par tous les précaires.**
- **Abrogation de toutes les mesures de précarité : CPE, CNE, etc., et un CDI pour tous et toutes**
- **Répartition du travail entre tous sous le contrôle des organisations de salariés**
- **Diminution du temps de travail, les 32 heures, c'est possible.**
- **Pas de salaire inférieur à 1500 euros**
- **Augmentation immédiate de 300 euros de tous les salaires, pensions et minima sociaux**

En 20 ans, c'est 10 % de la part du produit social qui ont été accaparés par le patronat, soit 150 milliards d'euros. C'est là qu'il faut prendre l'argent pour financer les moyens d'une vie digne pour la population laborieuse !

Faute de défendre clairement de telles perspectives, que nous proposent les textes de congrès ?

## **Le Nouveau Statut du Travail Salarié : la « bonne recette » qui permettrait de défendre nos intérêts de salariés... sans toucher au capital**

La Sécurité sociale professionnelle, le NSTS nous sont présentés comme la solution passe partout face au chômage et à la précarité.

Texte d'orientation -II 17, page 16- : « *Le NSTS doit garantir le droit à l'emploi stable et/ou statutaire, l'éducation et la formation tout au long de la vie, la reconnaissance et la progression des qualifications et des salaires, la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, l'intégrité physique, mentale et la santé, la retraite solidaire, une véritable démocratie sociale* ».

On ne peut que partager le souci de répondre à la terrible dégradation de la situation et mettre les salariés à l'abri de la précarité et de l'incertitude des lendemains.

Mais quand on entend Sarkozy, Chirac ou Parisot dire : « *La Sécurité Sociale Professionnelle, voilà une bonne idée* » et les rédacteurs des textes considérer cela comme une avancée, on ne peut qu'être méfiant.

Si patrons et gouvernement semblent partager cette idée, c'est qu'elle ne doit pas être bonne !

Au sujet du financement de ce NSTS, le texte d'orientation propose : II 23, page 16 : « *Les entreprises de la branche ou du bassin d'emploi doivent être mises à contribution, la solidarité organisée entre les branches, au travers de la mise en place d'un fonds mutualisé. La réorientation des fonds publics en faveur de l'emploi complète ce dispositif* ».

Il faudrait être bien naïf pour croire que le patronat ou le gouvernement accepteraient sans résister, avec toute l'énergie dont ils sont capables, d'être « *mis à contribution* » ou de « *réorienter les fonds publics en faveur de l'emploi* ». Cette thèse du texte d'orientation ne pourrait être prise au sérieux que si elle s'accompagnait d'une proposition d'action pour **imposer, par une lutte d'ensemble résolue**, aux patrons et à l'Etat cette taxation des bénéfices et cette réorientation de l'impôt en faveur des travailleurs. Et elle n'y est pas !

Les militants de la CGT, les syndiqués, les salariés, savent que de la seule “ négociation ” avec patrons et gouvernants ne peuvent sortir que des minima sociaux misérables, un Pare, ou le RMI généralisé pour des millions d'entre nous, sans cesse menacés de perdre ces maigres ressources si nous n'acceptons n'importe que boulot de misère.

L'absence de mot d'ordre pour la lutte est bien représentatif des illusions réformistes dans lesquelles les dirigeants actuels de la CGT voudraient enfermer le syndicat : on pourrait, sans toucher au système capitaliste et à la loi du profit, trouver de “ bonnes ” revendications permettant d'améliorer la situation des salariés, que de “ bons patrons ” et un Etat “ compréhensif ” accepteraient sans rechigner.

Le développement et la crise du capitalisme, la mondialisation financière, en mettant à sac tous les acquis ouvriers sur toute la planète démontrent le côté ridicule de telles illusions !

Mais, plus fondamentalement, de notre point de vue de classe, ne s'agit-il seulement, lorsque l'on nous jette à la rue, que d'obtenir le droit à des indemnités de chômage ?

Non ! Ce qui est en question c'est le **Droit au travail pour tous**. Comme de la première des dignités !

Le chômage, en coupant des millions de travailleurs de la vie sociale, est un élément de démoralisation, de dissolution de notre classe.

Exiger ce droit est-il utopique ? Non, si nous disons que nous ne pourrons l'imposer qu'en inversant le rapport de forces.

Notre programme est un appel à la lutte. Il ne pourra se réaliser que par une lutte d'ensemble de toute la classe ouvrière, osant intervenir dans la sacro sainte propriété privée patronale, contrôlant les comptes des entreprises, tout comme des services publics, par l'intermédiaire des comités de lutte, des syndicats, des Comités d'entreprises, des associations d'usagers. Nous nous organiserons pour imposer nous-mêmes le partage du travail entre tous les salariés disponibles, selon les nécessités et les possibilités de la production et du service public, par la baisse du temps de travail.

Nous ne sommes pas des fanatiques du travail, nous exigeons le temps de vivre. Aujourd'hui, le développement de la production, les progrès des techniques, permettraient de ne consacrer qu'un temps réduit au travail le plus contraignant, comme le prouve le chômage de masse massif. Nous exigeons, et pas pour un avenir lointain, non seulement tous les moyens de vivre dignement, mais du temps pour vivre, pour participer à la vie sociale et politique, accéder à la culture.

Seule une importante réduction du temps de travail, que les salariés en lutte sauront chiffrer, permettra l'embauche massive dans tous les services utiles à la population : écoles, santé, transports, afin qu'ils deviennent de réels services publics pour toute la population et sous son contrôle.

Aujourd'hui, à l'heure où nous écrivons, la mobilisation de la jeunesse, avec l'entrée en lutte des lycéens, semble se radicaliser. Cette mobilisation représente un immense espoir pour tous les salariés.

L'idée que l'on peut gagner, que l'on peut “ *les faire reculer* ”, prendre enfin notre revanche, est en train de gagner des points parmi les militants, mais aussi dans un milieu salarié très large.

Le mouvement actuel peut être l'amorce d'une reprise de l'offensive par toute la classe ouvrière.

C'est pourquoi la question d'un programme unificateur pour une lutte d'ensemble, que nous avons abordée dans ce chapitre, un plan d'urgence sociale et démocratique, est posée devant nous comme une question d'actualité.

Un vaste débat s'ouvre, suscité par la mobilisation, sur les réponses des différentes forces sociales et

politiques face à la politique du patronat et de l'Etat. Les organisations ouvrières ont à apporter leur réponse, tracer une perspective pour l'ensemble de la population travailleuse et la jeunesse.

L'heure n'est pas à négocier à reculons les volontés du patronat, mais à populariser les réponses d'urgence à la crise sociale et politique à laquelle conduit la politique du patronat et de l'Etat et à préparer la mobilisation pour les mettre en œuvre.

Ce sont bien les questions que pose le mouvement actuel.

*Denis Seillat – Gérard Villa*

[↑](#)

**N'hésitez pas à diffuser  
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**